

Omar Barghouti: La reconnaissance d'un Etat Palestinien sans l'attribution de ses droits n'a pas de sens

Description

v9f4y6dguoi3ccw8

Omar Barghouti est un militant palestinien et l'un des fondateurs du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions. Il est l'auteur de « Boycott, Désinvestissement, Sanctions : Le Combat Mondial pour les Droits des Palestiniens. »

Le 16 octobre 2014

Le vote écrasant du Parlement britannique pour la reconnaissance d'un « Etat de Palestine » peut vraiment être un signe de « o¹ souffle le vent », comme l'a commenté l'ambassadeur britannique à Tel-Aviv, un reflet de l'érosion significative du soutien public au régime israélien d'occupation et de déni des droits des Palestiniens. Mais il ne faudrait pas le voir en noir et blanc.

Si c'est le premier pas vers la reconnaissance du droit irréfutable du peuple palestinien à l'auto-détermination, ce serait alors une contribution positive à l'établissement d'une paix juste et durable en conformité avec la législation internationale.

Mais si, comme sous-entendu, cela consiste seulement ressusciter la version comateuse de la « solution à deux Etats » qui, dictée par Israël, oublie les droits fondamentaux des Palestiniens, ce serait une preuve de la complicité britannique pour accorder une légitimité au régime injuste d'Israël.

Comme l'a prouvé le Secrétaire d'Etat John Kerry, après tout, le déni des droits des Palestiniens par Israël et la colonisation continue des territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem Est, transformera la solution putative à deux Etats en Bantoustans palestiniens dans un « Etat d'apartheid » d'Israël.

Selon les Nations Unies, le droit des Palestiniens à l'auto-détermination comprend, en plus de la souveraineté nationale, « le droit inaliénable des Palestiniens à retrouver leurs maisons et leurs biens d'o¹ ils ont été racinés et vaincus ».

Une écrasante majorité de la société civile palestinienne a déclaré, dans l'appel historique de 2005 au Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre Israël, que pour mettre en œuvre l'auto-détermination palestinienne, il fallait mettre fin à l'occupation et la colonisation par Israël depuis 1967, à reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabes-palestiniens d'Israël à une totale égalité, et le droit pour les réfugiés palestiniens de retrouver leurs maisons et leurs terres d'o¹ ils ont été chassés par la force en 1948.

Israël a violemment refusé la pleine égalité, dans ses principes et dans ses lois, pour ses citoyens palestiniens parce que cela saperait, de facto et de jure, sa volonté d'être un Etat exclusivement juif. Cependant, même le Département d'Etat américain a critiqué Israël parce qu'il maintenait un système de « discrimination institutionnelle, juridique et sociale » contre ses citoyens palestiniens.

Les Palestiniens attendent des gouvernements mondiaux, et spécialement du gouvernement britannique directement responsable de la création de la question palestinienne, de reconnaître, avant toute autre chose, notre droit à l'égalité des droits avec toutes les autres nations et tous les autres êtres humains.

Nous voulons ce que l'Archevêque Desmond Tutu appelle « le menu complet des droits ».

Traduction : J.Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source:

<http://www.nytimes.com/roomfordebate/2014/10/16/should-nations-recognize-a-palestinian-state/recognition-of-a-palestinian-state-without-full-rights-is-meaningless?smid=tw-share>

date créée
2014/10/17